



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### CIG : du nouveau

Le 16 avril, la présidence néerlandaise a soumis à la **Conférence intergouvernementale** un projet de nouvel article 8 e concernant les services d'intérêt général :

*"Eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt général parmi les valeurs communes que reconnaissent les citoyens de l'Union et à la contribution qu'ils apportent à la cohésion économique et sociale, la Communauté et les Etats membres, dans les limites de leurs pouvoirs respectifs, tiennent dûment compte de l'importance d'assurer des conditions appropriées en vue du fonctionnement de ces services lorsqu'ils formulent ou mettent en oeuvre des politiques susceptibles d'affecter ces services".*

A l'évidence cette proposition va bien au delà de la seule référence jusqu'ici projetée à la promotion des services d'intérêt général dans la liste des actions figurant à l'article 3. Elle situe clairement les services d'intérêt général parmi les **valeurs communes** aux membres de l'Union et comme contributions à la **cohésion économique et sociale**. Elle incite à réexaminer les politiques nationales et communautaires afin de leur permettre des conditions appropriées, élément qui constitue une **base juridique nouvelle**. De plus, cette proposition vise une modification de l'article 8, consacré à la **citoyenneté européenne**.

Cette relation avec la citoyenneté européenne nous fonde à demander que la Conférence intergouvernementale pousse le raisonnement jusqu'à son terme, en situant les services d'intérêt général comme moyens de **reconnaissance** et de **garantie d'exercice des droits fondamentaux de la personne**.

Il reste quelques semaines pour **faire converger les initiatives de tous les acteurs sociaux** dans cette direction. A nous tous de multiplier les initiatives au plan européen comme dans chacun des Etats membres.

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

---

### Cour de Justice

L'arrêt du 27 février 1997 rendu par le tribunal de première instance des Communautés européennes dans l'affaire T-106/95 opposant plusieurs entreprises d'assurances françaises à la Commission, à la République française et à La Poste apporte une contribution à la jurisprudence concernant les **entreprises publiques chargées de gérer un service d'intérêt économique général**.

Le tribunal reconnaît que les conditions d'application du droit communautaire de la concurrence doivent être adaptées à ses contraintes et à son rôle. Il assimile le concept de service d'intérêt économique général et le concept français de service public. Il souligne que le service public du courrier consiste dans l'obligation d'assurer la collecte, le transport et la distribution du courrier au profit de tous les usagers, sur l'ensemble du territoire d'un Etat membre, à des tarifs uniformes et à des conditions de qualité similaires, sans égard aux situations particulières et au degré de rentabilité économique de chaque opération individuelle.

Le tribunal consacre enfin le droit des Etats membres de compenser les surcoûts financiers incombant à leurs entreprises chargées de gérer un service d'intérêt général. Les avantages, fiscaux notamment, octroyés à ces entreprises ne sont pas constitutifs d'aides d'Etat s'ils ne dépassent pas les contraintes résultant des missions particulières.

### IGC: new measures

On the 16 April, the Dutch Presidency submitted a project, to the **Inter-Governmental Conference**, for a new Article 8e, concerning services of general interest:

*"Given the place of general interest services in the common values held by the citizens of the Union and the contribution they make to economic and social cohesion, the Community and the Member States, within the limits of their respective powers, take duly into account the importance of ensuring the appropriate conditions for such services to function, when formulating and implementing policies likely to affect these services".*

This proposition appears to go well beyond the sole reference put forward to date promoting general interest services, in the list of actions coming under Article 3. It clearly situates general interest services among the **common values** of the members of the Union, and as a contribution to **economic and social cohesion**. It encourages the re-examination of national and Community policies with the aim of creating the appropriate conditions for services, putting them on a **new, legal footing**. Furthermore, this proposition aims at modifying Article 8, which is dedicated to European citizenship.

This link with European citizenship leads us to request the Inter-Governmental Conference to carry such reasoning to its conclusion, by making general interest services a means of **recognising and guaranteeing the exercise of fundamental, personal rights**.

Only a few weeks remain for the all the **initiatives of the social actors involved in this area to be brought together**. It is up to all of us to multiply our initiatives both at the European level and within each Member State.

Pierre Bauby and Jean-Claude Boual

---

### The Court of Justice

The **judgement of the 27 February 1997** by the Court of First Instance of the European Communities in the case T-106/95, which opposes several French insurance companies with the Commission, the French Republic and the French Post Office, extends the jurisprudence relating to **state enterprises that are responsible for providing general interest, economic services**.

The Court recognises that the conditions should be adapted under which Community law relating to competition is applied, given the constraints and role of these services. It compares the concept of general interest, economic services with the French concept of public services. It stresses that public postal services are under the obligation to ensure the collection, transport and distribution of mail, for the benefit of all users, throughout the national territory of a Member State, at uniform rates and with a comparable quality of service, regardless of particular situations or the level of economic profitability of any individual operation.

The Court also acknowledges the right of Member States to compensate the additional costs incurred by enterprises responsible for managing general interest services. The advantages provided to such companies, especially tax benefits, do not constitute state aid, providing they are limited to the constraints of particular tasks.

## XIVe congrès du CEEP

Le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général) a tenu son XIVe congrès à Athènes les 14 et 15 avril sur le thème du "**double défi des entreprises à participation publique face à la compétitivité et à l'emploi**".

La déclaration finale souligne que "*les entreprises chargées de service public ont l'obligation de concilier leur compétitivité propre et la satisfaction de l'intérêt général pour lequel elles ont reçu mission*". L'Union européenne doit "**créer les conditions d'une croissance durable**" en fixant un cadre juridique qui tienne compte des missions de service public, en créant les conditions qui favorisent le tissu industriel européen, en soutenant une politique commerciale selon le principe "*L'Europe doit être ouverte mais non offerte*" et en définissant les critères de service d'intérêt économique général et le contenu de services d'intérêt économique général européens. Le CEEP réitère ses demandes de modification du traité afin de rééquilibrer la politique de concurrence, d'adoption d'une charte de service public européen et de création d'un office d'évaluation placé auprès du Parlement européen.

La déclaration finale rappelle que toutes les entreprises ont une "**responsabilité sociale en matière d'emploi**". A cet effet, le congrès insiste pour que l'Union européenne concrétise le Pacte pour l'emploi prôné par le président Santer et mène une politique volontaire de l'emploi, s'inspirant d'un modèle social européen préservant la protection sociale. Le CEEP demande que la révision du traité de l'Union comporte l'intégration du protocole social, l'incorporation d'un chapitre affirmant des principes généraux de politique de l'emploi, le renforcement des dispositions concernant les réseaux transeuropéens et leur financement, l'amélioration des infrastructures, l'orientation des Fonds structurels en faveur de l'emploi.

**Contact** : CEEP, rue de la Charité 15, boîte 12, B- 1210 Bruxelles. Tel (32-2) 219 27 98. Fax (32-2) 218 12 13.

## Initiatives

\* Les **IIIe Etats généraux de la société civile** auront lieu le **mercredi 7 mai** sur le thème "La société civile interroge le Parlement européen" dans une salle du Parlement européen à Bruxelles. Ce sera l'occasion d'ouvrir le débat sur le projet de Charte des citoyennes et citoyens européens qui a été déposé en utilisant le droit de pétition des citoyens.

Des fora nationaux de la société civile sont créés en Belgique, France, Grèce.

**Contact** : Forum permanent de la société civile, Place du Luxembourg 1, B - 1050 Bruxelles. Tel (32-2) 512 44 44. Fax (32-2) 512 66 73.

\* Dans une **pétition au président du Parlement européen**, une Française établie depuis quatre ans à Bruxelles met en cause la disparition, depuis la mise en service le 2 juin 1996 du Thalys entre Paris et Bruxelles, des **réductions familles nombreuses** qui existaient jusque là en France et en Belgique. Elle estime que les Etats belge et français ont utilisé artificiellement l'argument européen pour se dégager de leurs obligations à caractère social. Elle soulève en particulier la question de la capacité d'entreprises du secteur public (à fonds publics) de constituer avec ces fonds publics un groupement européen et de le sortir juridiquement des obligations de service d'intérêt général en le faisant agir selon les règles du droit commercial privé.

**Contact et pour s'associer à cette pétition** : Mme Nicole Fondeneige-Vaucheret, rue de l'Equateur 20 D, B - 1180 Bruxelles, Tel-fax (32-2) 375 76 38.

Afin de faire circuler rapidement les informations, adressez à "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**" de **brèves informations** en anglais et français par courrier, fax ou e-mail.

## The XIVth CEEP Congress

On the 14 and 15 April, the European Centre of Enterprises with Public Participation (CEEP) devoted its Congress in Athens to "**The Double Challenge for Enterprises with public participation facing competitiveness and employment**".

The final declaration stresses that "*enterprises charged with public service missions... must reconcile their own competitiveness with the fulfilment of the general interest for which they have received a mission*". The European Union must "**create the conditions for sustainable growth**", by fixing a legal framework that takes into consideration the missions of public services, by creating the conditions favouring the industrial tissue of European industry, by supporting a trade policy based on the principle that "*Europe should be open, but not for sale*", and by defining the criteria of European services of general economic interest. The CEEP reiterates its requests for the modification of the Treaty, with the aim of rebalancing competition policy, the adoption of a European Public Service Charter, and the creation of an evaluation body placed under the authority of the European Parliament.

The final declaration recalls that all enterprises have a "**social responsibility for employment**". To this end, the Congress insists that the European Union puts into effect the Employment Pact put forward by President Santer and pursues a deliberate employment policy, drawing on the European social model that preserves social protection. The CEEP calls for a revision of the Treaty that integrates Maastricht's social chapter, that incorporates a chapter in the Treaty stating general principles on employment policy, and that strengthens the Treaty's provisions for Trans-European networks and their financing, as well as the guiding of the Structural Funds towards job creation, and improvements in infrastructures.

**Contact**: CEEP, rue de la Charité 15, boîte 12, B - 1210 Brussels. Tel: (32-2) 219 27 98. Fax: (32-2) 218 12 13.

## Initiatives

\*The **IIIrd States General for the Civil Society** will take place **Wednesday the 7 May**, based on the theme "Civil Society Questions the European Parliament", in the hall of the European Parliament in Brussels. This will be an occasion to open up the debate on the European Citizens' Charter, which has been put to the Parliament, via the use of the citizens' petition rights.

National fora for the Civil Society have been created in Belgium, France and Greece.

**Contact**: The Permanent Forum for the Civil Society, Place du Luxembourg 1, B - 1050 Brussels. Tel: 32-2-512 44 44. Fax: 32-2-512 66 73.

\*In a **petition to the President of the European Parliament**, a French woman, living in Brussels for four years, has challenged the disappearance of **rebates for large families** on trains between Brussels and Paris, brought about by the introduction of the Thalys train on this line. She argues that the Belgium and French states have artificially used Europe as a justification for withdrawing from their social obligations. In particular, she is challenging the ability of state enterprises (or companies with state funding) to set up European organisations (using public funds), that function under the rules of private, commercial law, and so avoid the legal constraints placed on them to provide general interest services.

**Contact and to sign the petition**: Mme Nicole Fondeneige-Vaucheret, rue de l'Equateur 20D, B-1180, Brussels, tel/fax (32-2) 375 76 38.

To help the rapid flow of news, please send brief information to "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**", in English and French, by courier, fax or e-mail.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33) 01 40 42 50 24. Fax : (33) 01 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Diffusé exclusivement par Fax et Email. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.